Un Kosovar en Algérie pour la reconnaissance de son pays

A bord de son avion privé *Cessna 172*, il fait le tour du monde pour... faire connaître son pays, le Kosovo, et sensibiliser les gouvernements à reconnaître son indépendance. James Berisha, pilote de 38 ans, a pris l'initiative de sillonner les quatre coins du monde depuis deux ans, soit une année après la proclamation de l'indépendance du Kosovo le 17 février 2008. Mais la «*scission*» entre le Kosovo et la Serbie ne fait pas l'unanimité des pays du monde, puisque seulement 71 pays reconnaissent, aujourd'hui, le Kosovo comme république indépendante de la Serbie. «*Le peuple kosovar aspire à ce que notre république soit reconnue par toutes les nations de la planète. Nous souhaitons pouvoir voyager avec des passeports kosovars et bénéficier de relations avec le reste des pays du monde*», espère James Berisha qui s'est déplacé, mercredi, à notre rédaction. Après avoir visité les pays de l'Amérique latine et de l'Amérique centrale, les Caraïbes, en passant notamment par le Costa Rica, la Barbade ou la Jamaïque ainsi que d'autres pays dans le monde, «*l'ambassadeur volant*» a choisi comme destination le continent africain en commençant par la Tunisie. Au cours de sa tournée, James Berisha s'est dit «*touché par l'accueil chaleureux des gens, notamment les médias et les intellectuels que j'ai rencontrés lors de ma mission.*». Si le jeune pilote a choisi l'Algérie comme deuxième hôte africain, ce n'est pas uniquement pour médiatiser sa cause, mais c'est aussi pour remettre une lettre au ministre des Affaires étrangères algérien, adressée par son homologue kosovar, Vlora Citaku. Cette dernière sollicite le gouvernement algérien, entre autres, de se joindre aux pays ayant reconnu le Kosovo comme république «*afin d'établir un dialogue mutuel et travailler pour maintenir la paix dans la région*». Officiellement, le gouvernement algérien avait réitéré sa position sur la question du Kosovo en mai dernier : son ambassadeur à Belgrade, Abdelkader Mesdoua, a affirmé que «*la position du gouvernement algérien par rapport au Kosovo est claire. Nous considérons qu'il s'agit d'un problème de partition, de scission et non d'autodétermination. L'Algérie ne reconnaîtra pas l'indépendance du Kosovo*».

Lamia Tagzout

CNAC de Sidi Bel Abbès : une vingtaine de cadres sous contrôle judiciaire

L'ex-directeur régional de la Caisse nationale de chômage (CNAC) de Sidi Bel Abbès ainsi qu'une vingtaine de cadres de cet organisme ont été placés sous contrôle judiciaire, en ce début de semaine, par le magistrat instructeur du tribunal de la ville de Sidi Bel Abbès. Ils ont été entendus par le juge d'instruction dans le cadre d'une affaire de faux et usage de faux, et de surfacturation de produits destinés à des centres de formation dans l'ouest du pays, apprend-on de source judiciaire. La responsable d'un bureau d'études de la ville de la Mekerra a été également mise en examen dans le cadre de cette même affaire, traitée en 2009 par la brigade financière et économique de la sûreté de wilaya de Sidi Bel Abbès. D'autres cadres de la CNAC, dont certains ont pris leur retraite l'année dernière, devront être auditionnés prochainement dans le cadre de cette affaire qui a éclaté en 1998. Signalons que les griefs retenus contre les mis en cause concernent essentiellement des matières premières servant à la formation-insertion de quelque 2500 bénéficiaires du dispositif d'aide aux chômeurs.

M.Abdelkrim

Annaba : 100 000 DA en faux billets à la Banque d'Algérie

C'est l'alerte à BNP Paribas de Annaba. Une liasse de faux billets d'une valeur de 100 000 DA en coupures de 1000 DA a été détectée la veille de l'Aïd El Adha, selon des sources policières, par le scanner de billets de la Banque d'Algérie de la wilaya de Annaba après un dépôt de fonds de la banque BNP Paribas de la même ville. «*N'était un scanner de dernière génération dont la Banque d'Algérie a été dotée dernièrement, la liasse serait passée comme une lettre à la poste comme a été le cas à BNP Paribas de Annaba*», soutient une source bancaire. Identifié, le client auteur du versement de cette somme en fausse monnaie a été convoqué et a déclaré être lui-même victime. Ce qui est plausible, selon les mêmes sources. Nous avons tenté de nous rapprocher du directeur général de la Banque d'Algérie de Annaba. «*Le directeur général est en congé*», nous a assuré un agent à l'accueil. Devant notre insistance à voir son intérimaire, nous avons essuyé une rebuffade. «*Il n'est pas disponible pour vous recevoir. Il est en train de vérifier les billets !*», a-t-il ajouté. Le passage par les mailles des détecteurs de la banque étrangère BNP Paribas de Annaba de 100 coupures de 1000 DA atteste de l'impuissance des banques à juguler ce nouveau fléau nourri par des vrais faux billets de dernière génération, et surtout l'obsolescence des équipements bancaires. Aussitôt les faux billets découverts, une commission issue de la direction générale de la banque victime s'est déplacée à la succursale de Annaba pour inspecter, situer les responsabilités et pallier cette défaillance. La même mission a été assignée aux services de sécurité qui, actuellement, sont sur la brèche pour tenter de défaire cet indémêlable écheveau. «*Depuis un certain temps, la Banque d'Algérie de la wilaya de Annaba découvre périodiquement des faux billets issus de différentes banques, mais en petites sommes. Une liasse de 100 000 DA est importante et a mis en branle le milieu bancaire local*», explique un autre banquier. D'autres reprochent à la Banque d'Algérie de n'avoir pas alerté les banques locales de la gravité de la situation. «*Nous aurions redoublé de vigilance si la Banque d'Algérie nous avait alertés à temps de la présence des faux billets*», soutiennent-ils. Nabil Grid, un expert en détection de faux billets spécialisé en monétique de la société SABA, nous a détaillé le problème : «*Les compteuses de billets classiques type Belarue System détectent les faux billets sous les rayons de l'ultraviolet (UV). Avec un vrai papier fiduciaire, certainement issu des rouleaux volés en France en 2006 destiné pour l'Algérie, et avec une haute qualité d'impression, l'ultraviolet ne peut pas les détecter. Seuls les équipements dotés de rayons infrarouges (IR) peuvent les déceler à travers leur encre. Sous l'IR, l'encre du faux billet paraît noire sur l'écran du détecteur. Dans le cas contraire, le billet paraît blanc et les bandes métalliques de sécurité en noir.*» Tout a commencé en juillet 2010, lorsque le Trésor public de Annaba a été victime d'un versement de 360 000 DA en vraies-fausses coupures de 1000 DA. Un rapport récent de la Gendarmerie nationale a fait ressortir que le trafic de faux billets concerne 11 wilayas du pays, dont Annaba. Plusieurs experts en la matière n'écartent pas la connexion entre le réseau des faux monnayeurs et les importateurs des détecteurs de faux billets obsolètes. «*Ils choisissent des équipements de bas rang pour laisser fleurir leur trafic*», étayent-ils.

M.-F. Gaïdi

Emeutes de Boudouaou : ce qu'on ne vous a pas dit

Lundi soir, veille de l'Aïd, de violents accrochages entre les habitants de Ben Merzouga (Boudouaou) et les forces de l'ordre bloquent complètement la RN5. Décryptage.

Qu'est-ce qui a déclenché les émeutes ?

En 2007, les habitants de la commune de Ben Merzouga, commune de Boudouaou, situé à 5 km à l'ouest de Boumerdès, demandent à la direction de distribution régionale de Boumerdès, filiale de Sonelgaz, d'être raccordés au réseau de gaz de ville. Un devis de 26 millions de dinars est établi. Un chèque de 16 millions de dinars est ensuite remis à la direction régionale. L'APC de Boudouaou débloque 11 millions de dinars, tandis que les habitants de la commune, suite à une collecte, avancent 5 millions de dinars. Depuis cette date, les travaux n'ont toujours pas été achevés, car la direction régionale de distribution attend que l'APC de Boudouaou règle les 12 millions de dinars, représentant le reste de la facture. Le dimanche 17 octobre 2010, les habitants de la commune de Ben Merzouga décident de bloquer la RN5 pour protester contre le retard pris par les travaux de raccordement. Ils brûleront un bus de l'entreprise Tahkout et s'attaqueront à un camion-citerne de Naftal.

Les arrestations et le jugement

Au lendemain du face-à-face qui a opposé les habitants de la commune aux éléments antiémeute de la Gendarmerie nationale, les services de sécurité procéderont à l'arrestation de 28 personnes. Cinq d'entre elles, 30 ans de moyenne d'âge, seront emprisonnées à la prison de Tidjelabine avant leur jugement. Les charges retenues sont «rébellion, attroupement illégal et coups et blessures sur agents des services de l'ordre». Alors que les délibérés devaient être rendus rapidement, ils ne seront connus que la veille de l'Aïd, provoquant tensions et protestations de la part des habitants. Face à la sévérité des peines prononcées par le tribunal, les habitants de Beni Merzouga décident d'entreprendre une nouvelle journée de protestation en bloquant à nouveau la RN5 et les axes routiers de la banlieue est d'Alger.

Ce qui va se passer

La wilaya de Boumerdès s'est engagée auprès de la direction régionale de la distribution de prendre en charge les frais de raccordement du réseau de gaz. Le directeur régional, que nous avons contacté hier par téléphone, nous a assuré que «*les travaux de raccordement seront très rapidement réalisés*».

Salim Mesbah

Tidjellabine (Boumerdès) : colère contre l'insécurité

Des dizaines de citoyens issus de divers quartiers résidentiels de la commune de Tidjellabine, à 2 km au sud de Boumerdès, sont sortis hier dans la rue pour manifester leur colère suite à l'assassinat d'un jeune vendeur de téléphones portables au niveau de la cité EPLF, apprend-on de source locale. Les manifestants s'insurgent contre l'insécurité dans leur localité, notamment durant la nuit, et dénoncent «*le laxisme des services de sécurité face au banditisme et toutes les formes de délinquance qui ont pris des proportions alarmantes au niveau des quatre coins de la ville*». Les habitants ont bloqué le principal boulevard du chef-lieu à l'aide de pneus brûlés et d'autres objets. Des centaines d'automobilistes ont été contraints de rebrousser chemin et de faire de longs contournements via la RN12 et d'autres axes secondaires pour rejoindre leur destination. La victime, T. Mohamed, 23 ans, a été tuée à l'intérieur de son local, hier vers 18h, par deux jeunes. L'un d'entre eux a été présenté hier aux services de la Gendarmerie nationale de la même localité, ajoute notre source.

R. Koubabi

telex

SUICIDE. Le corps sans vie de Mohamed Z. a été découvert mardi matin, jour de l'Aïd, dans le douar de Medjahdia, commune de Djemaâ Ouled Cheikh, daïra de Djelida (sud-ouest du chef-lieu de la wilaya de Aïn Defla). La victime s'était pendue dans une chambre du domicile familial. ***Aziza L.***

FAMILLE. Le ministre de la Solidarité nationale, Saïd Barkat, a affirmé mercredi dernier, à Alger, que la politique du ministère comporte une série de mesures tendant à réaliser l'intégration familiale et assurer l'affection maternelle aux enfants nés hors mariage. Près de 300 enfants sont actuellement pris en charge par la mère biologique grâce aux campagnes de sensibilisation lancées par le ministère, a précisé M. Barkat. ***APS***

INVESTISSEMENTS. Une journée consacrée à l'examen des opportunités d'investissement dans le marché algérien sera organisée le 8 décembre prochain à Londres par la Middle East Association (MEA). Cette journée aura lieu en prévision de la prochaine mission commerciale britannique qui se rendra en Algérie du 22 au 25 janvier 2011. Près de soixante compagnies britanniques ont exprimé leur souhait de faire partie de la délégation commerciale britannique en janvier 2011. ***APS***

IMMIGRÉS. Deux cousins de 18 et 19 ans, pyromanes récidivistes, ont été inculpés pour l'incendie d'un foyer de travailleurs immigrés qui a fait sept morts, dont un Algérien, dimanche à Dijon, dans le centre-est de la France, a annoncé hier le parquet. Parmi les sept morts, six ont été asphyxiés et le dernier est décédé après avoir sauté du 7e étage. Trois sont de nationalité française, deux sont Sénégalais, un Algérien et le dernier est vietnamien. ***AFP***

ACCIDENTS. L'association El Baraka organise une journée en mémoire des victimes des accidents de la route le 23 novembre au siège l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA), à l'occasion de la journée mondiale du souvenir des victimes de la route. Le but de cette Journée est de reconnaître le problème des victimes de la route et les difficultés auxquelles sont confrontés leurs proches face aux conséquences physiques et affectives de ces évènements tragiques. ***Nina Sellès***

l'essentiel de la semaine

Appel à une marche à Aghribs

Les représentants des villageois de la localité d'Aghribs, dans la wilaya de Tizi Ouzou, appellent la population à une marche et à une grève générale pour la journée de demain. Cette manifestation populaire aura lieu à Fréha en guise de protestation contre l'enlèvement, dimanche dernier, d'un homme de 34 ans par un groupe armé dans un faux barrage à Azazga.

Une bombe à Lakhdaria le jour de l'Aïd

Trois gendarmes ont été blessés dans l'explosion d'une bombe, dans la matinée de mardi dernier, premier jour de l'Aïd El Adha, sur la RN5, près de Lakhdaria, à 40 km à l'ouest de Bouira. L'engin explosif a été dissimulé au bord de la route, précisément au lieudit Tizi Lvir. Une vaste opération de ratissage a été enclenchée dans les maquis de la région.

...Et une autre à Djelfa

Une personne a été tuée et trois autres blessées, dimanche, en début de soirée, dans l'explosion d'une bombe artisanale à Oued El Ouarek, située à Boukehil, entre les wilayas de Djelfa et M'sila. La bombe a été enfouie sous terre sur une route de campagne. Elle a été actionnée à distance au moment du passage de la voiture des quatre victimes.